

Séance du Conseil Municipal du 26 juin 2009

Présents: DONADEY Pierre, BARRIOS BRETON Marie Thérèse, SALTON Gérard, VRIGNON Bertrand, VALLAURI Jean- Claude, DEBOST Bernard, DORDE Maéva, DOTTAIN Laurence, DUQUESNE Céline, HAVARD-CORBIERE Chantal, REYNAUD Gilles, SIMON Raphaël, SOUMATI Marie-Christine, ZIZZO François.

Procurations :

Mme BARRIOS BRETON Marie Thérèse à M. le Maire

Melle DORDE Maéva à M. SALTON Gérard

M. SIMON Raphaël à M. VALLAURI Jean- Claude

M. ZIZZO François à Mme SOUMATI Marie-Christine

Secrétaire :

Mme HAVARD-CORBIERE Chantal

Ouverture de la séance du Conseil Municipal à 20h30.

Lecture du PV du dernier conseil municipal du 29 mai 2009 :

Monsieur le Maire donne lecture du PV qui sera disponible comme à l'accoutumée sur le site Internet de la commune.

Adoption du PV : Unanimité.

Séance du Conseil Municipal du 26 juin 2009

Ouverture de la séance :

Sont retirées :

- une délibération relative à la passation d'avenants concernant le marché de travaux du passage sous voûte rue du Château ;
- une délibération relative au vote de subventions aux associations.

Est ajoutée :

une délibération relative à la dénomination d'un square, le « Square du jumelage SEBORG – L'ESCARENE » :

Madame HAVARD-CORBIERE Chantal est élue secrétaire de séance.

Ordre du jour :

1^{er} point ; Eglise et chapelles attenantes : Choix des entreprises ; suite du dossier :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal le projet de restauration des toitures, maçonneries et lots techniques de l'église Saint Pierre Es Liens et de ses chapelles attenantes.

Il fait part du résultat de la consultation effectuée et propose au conseil municipal de retenir les entreprises chargées de réaliser ces travaux pour le lot unique de la tranche ferme et les lots 1, 3, 4, et 5 des tranches conditionnelles.

Le lot n° 2 Menuiseries Escaliers est infructueux faute de candidats.

Il s'agit de :

Pour le lot unique de la tranche ferme ; Charpente Couverture :

L'entreprise Christian GASQUE sise à NICE est retenue pour un montant de : 51 745.00 € HT soit 61 887.02 € TTC.

Pour le lot n° 1 de la tranche conditionnelle ; Maçonnerie Pierre de taille:

L'entreprise SMBR sise à NICE est retenue pour un montant de : 641 204.44 € HT soit 766 880.51 € TTC.

Pour le lot n° 3 de la tranche conditionnelle ; Décors peints Gypseries:

L'entreprise SMBR sise à NICE est retenue pour un montant de : 229 964.04 € HT soit 275 036.99 € TTC.

Pour le lot n° 4 de la tranche conditionnelle ; Electricité:

L'entreprise INEO sise à CARROS est retenue pour un montant de : 97 000 € HT soit 116 012 € TTC.

Pour le lot n° 5 de la tranche conditionnelle ; Chauffage :

L'entreprise INEO sise à CARROS est retenue pour un montant de : 45 945 € HT soit 54 950.22 € TTC.

Une délibération est nécessaire pour confier à ces entreprises les travaux.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Décide de retenir les entreprises :

Tranche ferme :

- GASQUE lot unique Charpente couverture

Tranches conditionnelles :

- SMBR lots n° 1 Maçonnerie Pierre de taille et n° 3 Décors peints Gypseries

- INEO lots n° 4 Electricité et n° 5 Chauffage

pour les montants ci-dessus.

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents ; (notamment les demandes d'autorisation de travaux, les subventions correspondantes aux tranches de travaux auprès de la DRAC et du conseil général des alpes maritimes).

Monsieur le Maire remercie tous ceux qui ont participé à ce projet.

Il informe que le début des travaux est prévu en septembre.

Il a rencontré hier, jeudi 25 juin, madame Martine BERNARDINI, Secrétaire générale de la Préfecture qui s'est déclarée très satisfaite de l'aboutissement de ce dossier.

2^{ème} point ; Amendes de police dossier 2009 :

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que le conseil général des alpes maritimes est susceptible d'aider les petites communes à financer des travaux d'équipements visant à améliorer la sécurité en agglomération en leur reversant une partie du produit des amendes de police.

Il présente au conseil une étude prévisionnelle dont l'objet vise, en plusieurs lieux de la commune, à améliorer la circulation, la sécurité routière et des usagers en agglomération.

Le montant total de ces travaux, (détail en annexe), est estimé à 45 150 € HT, soit 53 999.40 € TTC, montant qui est inscrit au budget 2009 de la commune.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte le projet tel que présenté ci-dessus,

Autorise monsieur le Maire à lancer une consultation, solliciter les aides financières pour financer ces travaux, effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

Monsieur le maire rappelle que chaque année des travaux de ce type sont effectués améliorant ainsi notablement la sécurité sur le territoire de la commune.

3^{ème} point ; SDEG Eclairage public Tunnel de Lucéram :

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal la nécessité d'améliorer l'éclairage du tunnel routier de la route départementale RD 2566 menant à LUCERAM.

Le devis, fourni par le Syndicat Départemental de l'Electricité et du Gaz, s'élève à :

- Eclairage du tunnel : 19 224.50 € TTC

- Divers, imprévus : 2 775.50 € TTC

soit une dépense totale estimée à 22 000 € TTC.

Il propose de confier la réalisation de ces travaux au SDEG, Syndicat Départemental de l'Electricité et du Gaz, le chargeant également de solliciter la subvention départementale et de contracter l'emprunt destiné à compléter le financement.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Où l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré à l'unanimité,

- Donne son accord sur la réalisation de ces travaux,
- Prend acte de cette dépense évaluée à 22 000 € TTC par le devis ci-joint,
- Confie au S. D. E. G. la réalisation de ces travaux,
- Charge le syndicat de solliciter la subvention départementale et de contracter l'emprunt destiné à compléter le financement,
- S'engage à inscrire au Budget M 14 de la Commune les sommes nécessaires au remboursement des annuités d'emprunt au compte 6554.

A la demande de monsieur Gilles REYNAUD et approuvé par le conseil municipal à l'unanimité, le SDEG devra préciser au préalable le type d'éclairage, le nombre de lux et la photométrie.

Le taux de subvention est de 65 % du montant HT des travaux.

4^{ème} point ; Elaboration du PLU ; 3^{ème} Motion :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal qu'un groupe de travail constitué de l'entier conseil municipal et d'un comité de suivi composé de personnes non élues travaille sur l'élaboration d'un PLU.

Lors de sa réunion du 7 avril 2008, ce groupe de travail a émis un souhait :

"Dans un souci de cohérence avec le conseil municipal il est demandé qu'un point soit fait à période régulière, tous les trois mois par exemple, pour s'assurer du soutien constant de l'ensemble du conseil",

Monsieur le Maire propose la motion suivante au vote à l'identique de ce qui a été voté le 01^{er} août et le 19 décembre 2008 :

« L'ensemble du conseil municipal atteste avoir eu connaissance de l'avancement des travaux d'élaboration du PLU par le groupe de travail constitué et de l'ensemble des 51 comptes rendus.

Le conseil municipal réitère son soutien au groupe de travail et le conforte dans la continuation de l'élaboration du PLU».

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Où l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte la motion telle qu'exposée ci-dessus.

5^{ème} point ; Amélioration du chemin des Anciens Combattants d'AFN ; Offre de concours :

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de la proposition de madame Michèle CAVANI d'améliorer la sécurité du chemin des anciens combattants d'AFN au droit de sa propriété, ce qui bénéficiera à tous les usagers et plus particulièrement aux résidents.

Il expose au conseil municipal ce qui a été présenté à la commune :

Madame CAVANI, propriétaire de la parcelle C 228, n°371 chemin des AFN, propose de déposer son mur de clôture et de réaliser un petit terrassement pour la mise en place d'un portail à l'intérieur de sa propriété.

Elle cède gratuitement à la commune la partie de terrain ainsi dégagée.

Ceci dans le but d'améliorer les conditions de sécurité, visibilité et accessibilité de son accès véhicules existant sur cette portion de route sise en virage.

En contrepartie, la commune effectue la réfection de la chaussée à cet endroit et prend en charge tous les frais relatifs à cette cession.

Le poteau téléphonique a déjà été déplacé.

L'ensemble de cette opération est exposé en annexe.

Une réception des travaux attestera de la réalisation conforme de ces réalisations.

Cette participation volontaire de contribuables à la réalisation d'un équipement public et qui présente pour eux un intérêt personnel constitue une offre de concours.

Une délibération du conseil municipal est nécessaire pour adopter cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Où l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré à l'unanimité,

Adopte cette offre de concours telle qu'exposée ci-dessus,

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

Monsieur le Maire remercie les différents intervenants : Madame CAVANI, madame BARRIOS BRETON 1^{ère} Adjointe et monsieur Jean Claude VALLAURI, Adjoint.

6^{ème} point ; Renumérotation de deux rues et d'une placette :

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de l'intérêt de numéroté et de renuméroté les rues du Serre, du Mitan et de la place du Safranier.

Il présente le travail établi par monsieur Alain DUTERTRY et le remercie de sa ténacité pour cette tâche fastidieuse à laquelle il a consacré beaucoup de temps.

Monsieur le Maire souhaite qu'une délibération de principe soit prise avant, afin qu'au titre de ses pouvoirs de police il puisse effectuer par arrêté municipal cette opération.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Où l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré à l'unanimité,

Adopte le principe d'une nouvelle numérotation des rues du Serre, du Mitan et de la place du Safranier.

M. Jean-Claude VALLAURI demande à ce que le changement de numérotation soit fait avec beaucoup de soin avec notamment le souci d'éviter des désagréments aux résidents.

7^{ème} point ; Dénomination d'un square, « Square du jumelage SEBORG – L'ESCARENE » :

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de l'intérêt de confirmer officiellement le nom de « Square du jumelage SEBORG – L'ESCARENE » le square situé au Sud de la place Carnot près de l'église Saint Pierre Es Liens.

Ce lieu avait été inauguré à l'initiative de monsieur James DELEUSE, Adjoint à la culture, le 06 août 2005 par les deux Maires italien et français, messieurs FOGLIARINI et DONADEY.

La citation « Racines et Citoyens d'Europe », « Radici e Cittadini d'Europa » figure sur la plaque commémorative.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Où l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré à l'unanimité,

Adopte la dénomination « Square du jumelage SEBORG – L'ESCARENE » pour ce lieu et telle qu'exposée ci-dessus.

8^{ème} point ; 1^{ère} DELIBERATION RELATIVE A LA GESTION DU CIMETIERE :
Reprise des concessions en l'état d'abandon

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que les emplacements au cimetière sont pour la plupart des terrains concédés dont la gestion est très réglementée.

Il informe qu'un état des lieux a été réalisé pour lancer la procédure de reprise des concessions présumées à l'abandon.

Madame BARRIOS BRETON, 1^{ère} Adjointe et chargée de ce dossier, a exposé ci-après les principales dispositions qui réglementent cette reprise.

Les articles L.2223-4, L.2223-17, L.2223-18, L.2542-27, R.2223-12 à R.2223-23 du Code Général des Collectivités Territoriales disposent que « lorsque, après une période de trente ans, une concession a cessé d'être entretenue, le Maire peut constater cet état d'abandon par procès-verbal porté à la connaissance du public et des familles. Si trois ans après cette publicité régulièrement effectuée, la

concession est toujours en état d'abandon, le Maire a la faculté de saisir le Conseil Municipal qui sera appelé à décider si la reprise de la concession, même perpétuelle, doit ou non être prononcée. Dans l'affirmative, le Maire peut prendre un arrêté prononçant la reprise par la commune des terrains affectés à cette concession ».

L'état d'abandon se constate par des signes extérieurs nuisibles au bon ordre et à la décence du cimetière.

Les concessions perpétuelles peuvent être reprises sous plusieurs conditions :

- Que la concession ait plus de trente ans d'existence et qu'on n'y ait effectué aucune inhumation depuis dix ans ;
- Que son entretien n'incombe pas à la commune en exécution soit d'une donation, soit d'une disposition testamentaire ;
- Que la concession soit en état d'abandon et que cet état ait été constaté par un procès-verbal du Maire ;
- Que ce procès-verbal ait été notifié à la famille, s'il en existe encore des représentants, et ait fait l'objet d'une publicité spécifique ;
- Que l'état d'abandon n'ait pas été interrompu dans les trois ans qui ont suivi l'affichage du procès-verbal constatant ledit état d'abandon ;

C'est ainsi qu'il a été constaté l'état d'abandon de 59 concessions pour lesquelles la procédure de reprise doit être engagée par une délibération préalable.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

DECIDE la mise en œuvre de la procédure de reprise des concessions en état d'abandon concernant 59 concessions figurant dans le tableau ci-joint annexé ;

DONNE SON ACCORD pour conduire la procédure d'abandon des concessions perpétuelles et par extension pour la gestion du cimetière en général ;

Un avis sera affiché en Mairie et devant les grilles du cimetière.

Le constat d'abandon aura lieu au cimetière de L'ESCARENE dans le délai minimum d'un mois à compter de la date exécutoire de la présente délibération;

AUTORISE monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

Monsieur le Maire fait part de la longueur de la procédure ; (trois ans).

Questions diverses :

Monsieur Gilles REYNAUD fait part de la réunion de bureau qui s'est tenue au SILCEN ce jour : le SILCEN, maître d'œuvre et maître d'ouvrage délégué du projet de l'école, souhaite que la commune lui confirme que l'Architecte des Bâtiments de France n'est pas opposé à une construction de type semi-industriel.

Monsieur le Maire informe que le Permis du **Foyer d'Accueil Médicalisé, FAM**, qui doit se construire au quartier du Borghet a été accordé le 22 juin 2009 ; (L'Architecte des Bâtiments de France, associé à ce projet, avait émis un avis favorable).

Chapelle Saint Roch : monsieur le Maire remercie les élus, madame Chantal HAVARD CORBIERE et monsieur Bernard DEBOST ainsi que monsieur Roger BARRAYA, Président de l'association des Amis

de L'Escarène et monsieur et madame Jean Paul BAREL pour avoir autorisé d'implanter un échafaudage sur leur terrain jouxtant la chapelle.

Questions du public :

Travaux du passage sous voûte rue du Château.

Le Conseil Municipal ayant examiné tous les points mis à l'ordre du jour, la séance est levée.